

Nouvelle-Zélande : la fin de la ruée vers l'or

La production laitière néozélandaise a été multipliée par trois en trente ans pour atteindre un niveau équivalent à celui de la France mais avec une population 14 fois inférieure. La Nouvelle-Zélande exporte 95 % de sa production. Ces dernières années, elle a représenté la moitié de l'augmentation de la production laitière mondiale et un tiers du commerce international de produits laitiers.

[Abonnez-vous](#)[Imprimer](#)[Envoyer](#)

L'exploitation néozélandaise moyenne (400 vaches) est composée de paddocks sur lesquels l'éleveur gère la valorisation d'une herbe pouvant dépasser 18 t/ha de matière sèche. Au centre du parcellaire, l'éleveur a installé une salle de traite généralement rotative. - © Isabelle Pailler

Près de Christchurch dans l'île du Sud, Ted Rollinson retrace fièrement la success story de sa ferme laitière. *"J'ai racheté en 1981 une ferme de cultures pour la transformer en ferme laitière, la première année j'ai acheté 400 vaches, puis j'ai aplani tous les paddocks (comprenez les parcelles) pour les irriguer en gravitaire, aujourd'hui j'ai des pivots"*. Il doit avoir plus de 70 ans, mais il est toujours le propriétaire actif de cette exploitation dont il a confié la gestion quotidienne à un *"share-milker"*. Il partage avec lui les moyens de production et les résultats selon un système de faire-valoir original inventé par les Néo-Zélandais.

La ferme couvre aujourd'hui 380 ha avec 960 vaches laitières. Il explique malicieusement que son père trayait avant guerre six vaches à la main. Il a de son côté repris, dans les années soixante, une première ferme puis l'a revendue pour acheter celle-ci qui faisait alors environ 150 ha. Il l'a ensuite rapidement agrandie et aménagée grâce à un partenaire financier dont il a ensuite racheté les parts. Une salle de traite rotative de 70 places a été construite dès 1995.

Low cost, low price

Ted est assez représentatif de ces pionniers qui ont construit la ruée néozélandaise vers l'or blanc. Cette rapide progression s'est faite sur un modèle que l'on peut qualifier de *"low cost, low price"*. Les coûts de production en ferme sont très bas grâce au trésor que constitue l'herbe. En effet, la ration est à 85 % composée d'herbe pâturée. Les animaux sont dehors toute l'année. L'exploitation moyenne (de 400 vaches) est composée d'une *"milking platform"* faite de paddocks sur lesquels l'éleveur gère en virtuose la valorisation d'une herbe pouvant dépasser 18 t/ha de matière sèche. Au centre du parcellaire, l'éleveur a installé une salle de traite généralement rotative et un réseau de chemins larges et stabilisés donne accès aux paddocks. Ce sont souvent les seuls investissements, tous les travaux étant sous-traités.

Les vaches sont de petit gabarit (400-450 kg) et parcourent chaque jour plusieurs kilomètres. Elles produisent 4 000 à 4 500 litres d'un lait très riche en matière utile (50 de TB et 39 de TP en moyenne nationale) et font en moyenne cinq lactations. La moitié du troupeau est de type *"kiwi cross"*, croisement de frisonne et de jersiaise.

Afin d'optimiser la plateforme, la conduite des génisses et des vaches taries est souvent sous-traitée ou réalisée sur une autre ferme. Les coûts de revient (travail compris à raison d'un travailleur pour 150 vaches) sont aux environs de 3,50 NZD⁽¹⁾/kg de matière solide utile (MSU) auxquels il faut rajouter 1,5 NZD de frais financiers et taxes, soit un point d'équilibre à 5 NZD/kg MSU, ce qui correspond à environ 260-270 euros/1 000 l. On mesure là l'efficacité du système de production. Le prix du lait s'étant situé pendant une décennie entre 6 et 8 NZD/kg, la marge de trésorerie d'exploitation nette dégagée annuellement a donc été de 1 200 à 2 000 NZD/ha (700 à 1 200 euros). On comprend alors facilement la ruée vers l'or blanc. Le prix du lait de la dernière campagne à 4,50 NZD/kg a en revanche généré un trou de trésorerie souvent compensé par de la dette.

Un modèle qui touche aujourd'hui ses limites

Dans ces conditions, la ruée vers l'or blanc pas cher va-t-elle donc se poursuivre au même rythme ? On peut légitimement en douter. La croissance ces trente dernières années s'est principalement faite par l'augmentation du nombre de vaches et des surfaces consacrées à la production laitière. Elle s'est réalisée aux trois-quarts dans l'île du Sud par conversion de fermes ovines ou bovines viande existantes. En trente ans, le nombre de vaches allaitantes a ainsi baissé d'un tiers et celui des brebis de presque les deux tiers. Les acteurs de cette transformation ont souvent été des éleveurs laitiers du Nord, berceau historique de l'élevage laitier. En parallèle, une irrigation massive a permis d'augmenter la productivité des prairies dans l'île du Sud.

Ce modèle touche aujourd'hui ses limites en disponibilité de surfaces à convertir en production laitière. Il bute aussi sur la conscience sociétale en matière de protection de l'environnement et de la ressource en eau. De ce fait, pour Suzan Kilsby, responsable des analyses agricoles pour la plateforme boursière NZX, les hypothèses de croissance se font désormais par augmentation de la productivité par vache en stabilisant le cheptel. La progression sera donc plus modeste mais surtout, précise-t-elle, avec des coûts de production plus élevés. Il faudra compléter la ration pour augmenter la productivité des vaches. Des investissements comme des bâtiments seront nécessaires pour augmenter l'efficacité environnementale. On imagine aussi, paradoxalement, une augmentation des surfaces en maïs, pour limiter les pertes azotées ! Renforcer l'apport énergétique dans la ration permettra une meilleure valorisation des matières protéiques de l'herbe et diminuera donc les pertes azotées, explique John Simmonds, consultant en gestion des pâturages pour le cabinet Dairy Team.

Un quart des exploitations endettées à plus de 70 %

L'autre interrogation porte sur ce qui ressemble à une bulle laitière. Le prix du foncier a été multiplié par trois entre 2000 et 2010, puis s'est stabilisé depuis à 24 000 euros/ha de prairie en moyenne. Pour les bonnes parcelles, il peut facilement atteindre 36 000 euros. Si la rentabilité laitière baisse, ces actifs seront-ils dépréciés ? Une ferme laitière mobilise en effet des actifs importants (foncier, salle de traite, vaches et capital coopératif à hauteur d'une année de livraisons). Le recours à l'emprunt est important, 50 % du bilan en moyenne, un quart des exploitations étant endettées à plus de 70 %. La dette moyenne représente trois années de chiffre d'affaires et les services de la dette (frais financiers et locations) représentent entre 20 et 25 % du chiffre d'affaires⁽²⁾. Les emprunts sont généralement in fine et à taux variable. Les taux variables représentent un risque important pour l'avenir. Ainsi une augmentation des taux de 2,5 points correspond à une ponction moyenne sur le prix du lait d'environ 10 % et pour le quart des exploitations les plus endettées, sans doute de l'ordre de 15 % soit un niveau supérieur à la marge nette la ramenant donc sous l'équilibre.

Tout cela permet d'imaginer une augmentation significative des coûts de production et donc une révision du modèle néo-zélandais. Fonterra, le seul groupe laitier néo-zélandais (lire encadré Fonterra et ses 33 usines), annonce d'ailleurs rechercher davantage de valeur dans ses produits pour augmenter le prix du lait à la production. La Nouvelle-Zélande conserve des marges de progression de sa production en intensifiant la production par vache laitière, notamment en gérant au niveau de l'animal et non plus par troupeau. Néanmoins, le contexte économique à venir sera sans doute plus tendu pour les exploitations laitières. Associé aux limites environnementales, cela laisse imaginer une concentration des élevages et un ralentissement de la ruée vers l'or blanc. Et sans doute faudra-t-il également imaginer une internationalisation du groupe Fonterra qui pourrait aller chercher hors de la Nouvelle-Zélande le développement qu'il ne trouvera plus sur son territoire.

(1) NZd = dollar néo-zélandais, 1 NZD = 0,59 e le 05/03/18.

(2) Tous ces chiffres sont issus du rapport annuel de l'institut Dairy NZ.



- © Terra

Fonterra et ses 33 usines

Du côté industriel, l'efficiace tient en un seul nom mondialement connu : Fonterra. Le gouvernement a en 2001 privatisé le monopole d'exportation et l'a fusionné avec plusieurs coopératives, construisant ainsi le leader mondial de l'export laitier. La coopérative collecte actuellement 85 % du lait néozélandais transformé dans une de ses 33 usines. La taille et la relative simplicité de la gamme, composée de commodités, principalement de la poudre grasse la moins chère et la plus simple à fabriquer, permet une optimisation des processus. L'entreprise est très fière d'avoir conçu une usine révolutionnaire permettant de produire, en moins de 24 heures, de la mozzarella prête à être commercialisée. La coopérative ambitionne d'augmenter d'un tiers sa collecte laitière d'ici 2025 pour la porter à 30 milliards de litres.

